



LES PLOMBIERS DU NUMÉRIQUE

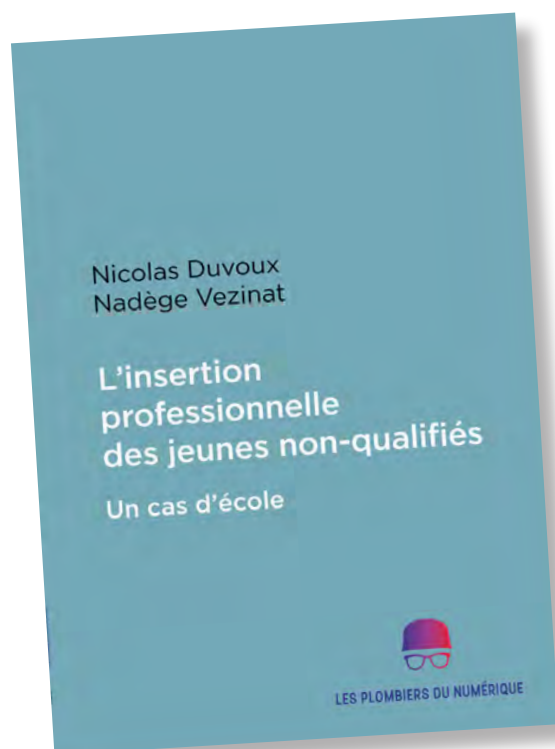
SYNTHÈSE DU RAPPORT

L'insertion professionnelle des jeunes non qualifiés. Un cas d'école

Par Nicolas Duvoux et Nadège Vezinat

Décembre 2020





Le rapport *L'insertion professionnelle des jeunes non qualifiés. Un cas d'école* (co-édition Impala Avenir/PSSP, 2020) restitue une enquête sociologique qui analyse une expérimentation sociale, l'école des Plombiers du numérique, une association soutenue par la fondation philanthropique « Impala Avenir ». Visant les jeunes NEET (Not in Education, Employment or Training) parmi les plus précaires mais aussi les plus mal protégés par les institutions, elle cherche à les mener à l'emploi par une formation non qualifiante, non certifiante, non diplômante de 4 mois. La méthodologie repose sur trois piliers : un accompagnement social renforcé, associé à une formation technique centrée sur les gestes fondamentaux du métier de technicien fibre optique et une immersion professionnelle soutenue. Le partenariat initié en amont avec des entreprises du secteur assure un débouché professionnel aux stagiaires et dynamise un accompagnement social qui a trop souvent tendance à devenir à lui-même sa propre finalité et à

se contenter d'occuper les jeunes en les faisant circuler dans un ensemble d'institutions de remédiation. Ce rapport étudie donc un circuit-court d'accès à l'emploi.

La crise sanitaire de la Covid 19 a aggravé un ensemble de problèmes sociaux auxquels l'école des Plombiers du numérique cherche à apporter des solutions. Tout d'abord, le confinement et l'organisation de l'éducation à distance qu'il a rendu nécessaire a souligné les inégalités sociales d'accès à internet – entre autres. La crise a ainsi rendu la fracture numérique criante, en même temps qu'elle a fait apparaître à quel point être connecté était aujourd'hui un bien de première nécessité, ne serait-ce que pour exister en tant que citoyen. Or un ensemble d'infrastructures numériques, de câbles et terminaisons doivent être installés pour que la connexion au réseau soit effective.

Si la croissance du numérique et l'importance qu'il prend dans notre société sont associées à la disparition d'un certain nombre d'emplois intermédiaires, elle est également porteuse de la création d'emplois manuels, nécessitant la maîtrise de gestes précis, indispensables à la couverture du territoire et à l'effectivité du droit à être connecté. Par ailleurs, les effets économiques et sociaux de la crise sanitaire, du confinement et de la chute de l'activité économique qui en a découlé au premier semestre de l'année 2020 aggravent les risques d'exclusion que connaissent les jeunes sur le marché du travail et notamment les jeunes non qualifiés. L'urgence des problématiques sociales dont les jeunes non qualifiés connaissent les formes les plus aiguës (chômage ; exclusion sociale, etc.) est ainsi décuplée par le contexte actuel.



L'objet social

Défavorisés par les compromis sociaux et les arrangements institutionnels qui les soutiennent, les jeunes non qualifiés subissent une double peine car ils sont également victimes de préjugés et de stéréotypes qui contribuent directement à leur maintien à l'écart du marché de l'emploi et des ressources que ce dernier peut procurer.

Les difficultés d'insertion professionnelle des jeunes se sont considérablement accrues au cours des dernières décennies. **Depuis 40 ans, le taux de chômage** – et, corrélativement, le taux de pauvreté monétaire – des jeunes **a fortement augmenté**. Outre le chômage, un ensemble de difficultés affecte de manière disproportionnée les jeunes résidant dans les quartiers de la politique de la ville ainsi que les jeunes issus de l'immigration. Ainsi, au sein de la population des NEET, ils comptent pour 25% alors qu'ils sont environ 15% de cette tranche d'âge.

Parce que la France est marquée par une politique sociale familialisée et une stratégie éducative élitiste qui conduisent à fermer de nombreuses portes aux jeunes non qualifiés, **l'école des Plombiers du numérique se trouve à la charnière des choix de politiques publiques**. En **visant un retour rapide sur le marché du travail**, sans passer par la formation, elle mise sur l'emploi salarié pour insérer les jeunes. Mais elle le fait en s'inscrivant **dans une stratégie inclusive** dans la mesure où **elle travaille sur la demande et non sur l'offre d'emploi**.

L'insertion professionnelle des jeunes se trouve en effet imbriquée dans une organisation institutionnelle très fortement défavorable aux jeunes et plus encore aux jeunes non qualifiés. Cette partie la plus à risque d'exclusion de la jeunesse est souvent désignée par la catégorie NEET, une catégorie qui recouvre une grande diversité. En effet, une fraction des NEET fait l'objet d'interventions spécifiques. Complexe et organisée autour de nombreux dispositifs, l'action publique s'est structurée autour d'une logique d'individualisation des parcours dans le cadre d'une relation contractuelle entre les jeunes et les institutions : le parcours contractualisé d'accompagnement adapté vers l'emploi et l'autonomie (PACEA) dont la Garantie jeune est d'ailleurs un des principaux piliers et les Missions locales un des principaux prescripteurs.

Quatre points majeurs ressortent des analyses de cette offre dense :

- ❶ Une politique d'abaissement du coût du travail domine dans les dispositifs en faveur de l'emploi des jeunes. Cette stratégie est à l'opposé d'une stratégie inclusive.
- ❷ Les choix d'action publique sont guidés par le constat – avéré – que la qualification protège du chômage, la poursuite d'un objectif de relèvement de la qualification et de la certification fait l'objet d'un consensus jusque chez les acteurs qui prennent en charge les jeunes ayant connu les plus grandes difficultés avec le système scolaire (au sein des missions locales par exemple).
- ❸ La logique d'individualisation des parcours structure de manière croissante le cadre institutionnel qui régule les relations entre les jeunes et les institutions.
- ❹ La médiation active constitue le point faible de ces dispositifs.

Si cette médiation active, comme plus largement les débouchés professionnels des parcours d'insertion, constitue le « chaînon manquant » de ces dispositifs, **l'école des Plombiers du numérique propose une intermédiation**, réalisée tant du côté des **employeurs** que de celui des **jeunes**, pour aboutir à rapprocher les uns des autres et à **promouvoir un autre rapport à l'emploi et à l'insertion**.



L'enquête

- ▶ L'enquête repose sur une **analyse sociologique du projet et de sa mise en œuvre** à partir d'une observation réalisée sur le site de Blanquefort où l'AFEPT (Apprentis d'Auteuil) déploie le dispositif conçu par et avec le soutien de l'école des Plombiers du numérique. Cette enquête relève en partie de l'exercice de l'évaluation d'impact des entreprises sociales, démarche avec laquelle elle partage un certain nombre de caractéristiques, même si son ancrage dans une démarche sociologique apporte des réponses différentes aux questions classiquement traitées par les démarches d'évaluation d'impact social. Le principe général a été d'identifier un site susceptible de donner lieu à des entretiens et observations ethnographiques d'une part, de le comparer avec des entretiens avec d'autres porteurs de projet labélisés par l'école des Plombiers du numérique de manière à identifier les caractéristiques spécifiques de ce dernier d'autre part.
- ▶ Sur le site de Blanquefort, nous avons réalisé **un travail de statistique descriptive** permettant de caractériser les dix groupes de jeunes ayant déjà suivi la formation « technicien de la fibre optique » sur la période allant d'avril 2018 à décembre 2019. Ce cadrage statistique a été complété par une enquête qualitative réalisée début 2020. Au cours de celle-ci, nous avons effectué **13 entretiens semi-directifs** d'une durée comprise entre une heure et deux heures trente auprès de stagiaires. Lors de ces entretiens, nous leur demandions de reconstituer leur parcours biographique, de manière à faire apparaître comment s'enchevêtrent dans leur histoire des problématiques sociales souvent traitées de manière isolée (rupture scolaire ; problèmes de revenus ; de logement, etc.). L'objectif était de **pouvoir reconstituer le sens qu'ils donnent à leur présence dans ce dispositif** et d'**aborder avec eux leur rapport au travail** ainsi que **leurs attentes en matière d'insertion professionnelle**.
- ▶ Parallèlement à ces entretiens réalisés sur le site de formation et pendant les heures de présence des stagiaires, l'**enquête s'est étendue aux formateurs ainsi qu'à l'accompagnatrice sociale**, ce qui a permis de recouper des informations. Nous avons en outre pu réaliser des séquences d'observation *in situ* de différents moments charnières de la formation : des entretiens de recrutement, l'accueil des jeunes en début de session et de la formation en plateau technique. Enfin, nous avons réalisé des entretiens avec la responsable du mécénat des Apprentis d'Auteuil à Bordeaux, ainsi qu'avec la responsable de l'AFEPT et avec deux autres porteurs de projet (en Île-de-France ; en région Rhône-Alpes ou en Loire-Atlantique).
- ▶ L'enquête s'inscrit dans un agenda de recherche scientifique construit de manière autonome par rapport aux préoccupations opérationnelles. En effet, si l'insertion professionnelle et sociale des jeunes a été identifiée comme une problématique sociale majeure depuis plusieurs décennies, les recherches portant sur celle-ci n'ont pas donné toute leur place aux organismes privés (associations, entreprises de l'économie sociale et solidaire, etc.) qui constituent pourtant un des acteurs importants dans la structuration de ce secteur. En effet, l'insertion professionnelle et sociale des jeunes a principalement été étudiée à partir trois points de vue : celui des politiques publiques, celui des employeurs et enfin celui des professionnels en charge de l'accompagnement des publics. Le point de vue des jeunes eux-mêmes en tant que destinataires des dispositifs d'insertion a plus récemment été intégré à la réflexion. La démarche développée ici vise à appréhender l'insertion à partir d'un état des lieux, et d'un cas, de manière à soulever des enjeux plus généraux pour la conduite de cette action publique.



Liste des 25 entretiens réalisés

ACTEURS INSTITUTIONNELS			
Directeur général d'Impala Avenir Développement et Président de l'association de l'école des Plombiers du numérique			
Secrétaire général d'Impala Avenir Développement et de Directeur Général de l'école des Plombiers du numérique			
Responsable de formation site Blanquefort			
Accompagnatrice sociale site Blanquefort			
Formateur technique site Blanquefort			
Formateur technique en mécénat de compétences Sogetrel			
Formateur culture numérique et activités mathématiques site Blanquefort			
Responsable mécénat Apprentis d'Auteuil sud ouest			
Directrice AFEPT			
Responsable de formation PDN dans un CFA			
Responsable de formation PDN dans une E2C			
Responsable de formation « datacenter » dans une association			
STAGIAIRES			
Prénom (fictif)	Âge	Diplôme	Prescripteur
Amir	21 ans	Bac STMG	Service civique
Antoine	21 ans	CAP Électricité	Mission locale
Arthur	19 ans	Arrêt en seconde	Mission locale
Cédric	19 ans	Niveau Bac pro	Mission locale
Corentin	26 ans	Bac pro	Assistante sociale
Daoud	22 ans	CAP	Mission locale
Gaël	22 ans	Bac pro	Frère ancien stagiaire
Julien	20 ans	CAP serrurerie	Mission locale
Laurent	25 ans	/	Pôle emploi
Léo	23 ans	CAP (non passé)	Mission Locale
Martin	20 ans	Bac pro	Mission locale
Rose	23 ans	Niveau Bac pro	Directeur de lycée
Yanis	19 ans	Bac Pro	Mission locale



Résultats

► Un **premier axe** d'analyse reconstitue la **genèse du projet** et son ancrage dans une fondation philanthropique destinée à promouvoir l'autonomisation et l'accès à l'emploi des populations vulnérables. La vocation première de l'association est d'**opérer une intermédiation active avec des employeurs dans des secteurs d'activité en tension pour procurer un débouché professionnel à des jeunes déscolarisés.**

La nécessité de créer une association s'est imposée pour piloter le dispositif au sein d'une ingénierie d'action publique complexe et pour déployer cette méthodologie sur plusieurs territoires, en lien avec différents porteurs de projets, Écoles de la Seconde Chance (EC2) ou Centre de Formation des Apprentis (CFA) le plus souvent. Elle se présente donc comme un « complément » aux dispositifs existants et comme un label souple plutôt qu'un modèle rigide. Néanmoins cette souplesse, utile pour le développement du projet et son appropriation, peut poser des problèmes d'homogénéité du *process* et du contenu de la formation.

Seules les nécessités impérieuses pour occuper un emploi existant sur un territoire sont ainsi intégrées au contenu de formation, ce qui explique le triptyque de l'accompagnement, de la formation technique et de l'immersion professionnelle effectuée sous forme de stages, complété par le passage des habilitations et l'aide au permis de conduire. Néanmoins, la formation est dépendante d'un écosystème complexe. Elle est mise en œuvre par des porteurs de projet qui s'inscrivent de manière autonome dans les principes établis dans la charte du dispositif. Surtout, elle dépend de financements publics qui privilégient les formations qualifiantes.

► Le **deuxième axe** suit, au plus près, **une déclinaison locale de la méthodologie**, sur le site de Blanquefort où une École de la deuxième chance met en œuvre une formation au métier de « technicien déploiement fibre optique », parmi d'autres dispositifs d'insertion professionnelle. Cette déclinaison présente **des caractéristiques très singulières** puisque le partenariat avec **un employeur du secteur y est extrêmement étroit et assure un débouché à une grande majorité des stagiaires recrutés.**

Dans ce cas de figure, il ne s'agit plus d'un dispositif d'attente grâce à cette perspective professionnelle négociée en amont avec les industriels du secteur. Dès lors, la formation produit une restauration identitaire en même temps qu'une réaffiliation professionnelle pour la plupart des jeunes qui y entrent. La mise en place d'un circuit court d'accès à l'emploi nécessite cependant que les prescripteurs (missions locales, Pôle emploi, etc.) jouent leur rôle d'orientation.

La présence des employeurs, l'immersion professionnelle et la perspective d'un débouché concret dynamisent alors un accompagnement social par ailleurs individualisé. Le maintien d'un suivi personnalisé permet de travailler sur les « freins » à l'emploi de chacun des stagiaires et d'obtenir des taux de sorties positives du dispositif satisfaisants. D'une part, l'école des Plombiers résout en partie la problématique de l'impréparation sociale à l'emploi en travaillant sur les problèmes extérieurs à la formation mais qui peuvent avoir un impact sur elle. D'autre part, elle assure une socialisation professionnelle et une formation technique conforme aux attentes des entreprises recruteuses dans le secteur visé en travaillant concomitamment l'acquisition des gestes en atelier et lors de stages de terrain. Ces derniers permettent en effet une confrontation directe avec le monde de l'entreprise et participent de la réception positive du dispositif.



► Le **dernier volet** empirique de l'enquête porte **sur les stagiaires eux-mêmes**. Après avoir décliné les principes et présenté un exemple de mise en œuvre du dispositif, les problématiques sociales des jeunes sont d'abord analysées de manière séparée, puis rattachées à l'épaisseur biographique de stagiaires qui les incarnent. Un résultat majeur – et qui condense nombre des analyses du rapport – est que la temporalité relativement courte de la formation (4 mois) au regard des objectifs d'action publique est en fait déjà « longue » pour des jeunes pris dans le temps court de l'intérim et des CDD. Pour ces jeunes dont l'horizon temporel est réduit du fait de la précarité de l'emploi à laquelle ils sont assujettis, **la formation est assez longue et suffisamment dense pour occasionner une bifurcation dans leur trajectoire sociale**. Dans certains cas, elle permet de rompre avec la logique des « essais-erreurs » autour de laquelle le suivi de la mission locale est organisé. De nombreuses problématiques apparaissent : la reproduction des difficultés sociales, l'immobilité subie, les orientations scolaires par défaut ; les échecs multiformes ; les problèmes (mais aussi les soutiens) familiaux ; les discriminations ; la pauvreté. La capacité (et la volonté) de l'accompagnement d'aider les jeunes dans leurs projets, même quand ceux-ci ne correspondent pas au débouché professionnel prévu, est aussi un élément important des observations réalisées sur site.



À partir de ces différents axes d'analyse reposant sur des matériaux empiriques originaux, un diagnostic organisationnel est proposé, dont le tableau suivant présente un résumé en relevant les points forts et points faibles du dispositif :

ANALYSE SWOT DE L'ÉCOLE DES PLOMBIERS DU NUMÉRIQUE

FORCES	FAIBLESSES
<p>La force du dispositif réside dans l'intermédiation active et la mise en lien avec les employeurs qu'il assure.</p> <p>Il bénéficie ainsi d'une grande lisibilité.</p> <p>À la fois graphique et sémantique, le label de l'école des Plombiers du numérique rend immédiatement perceptible un horizon professionnel concret comme débouché à l'insertion.</p>	<p>La principale faiblesse du projet tient dans sa très grande dépendance vis-à-vis des porteurs de projet. De ces derniers dépendent en effet le <i>sourcing</i> des jeunes et la capacité à toucher la cible envisagée ; l'intégration dans un éco-système d'acteurs institutionnels. Les porteurs de projet peuvent détourner celui-ci et le rabattre vers des enjeux plus traditionnels.</p>
OPPORTUNITÉS	MENACES
<p>Parmi les opportunités de l'école des Plombiers du numérique tient un positionnement en complémentarité vis-à-vis :</p> <ol style="list-style-type: none"> 1. de la formation dans le secteur de la fibre optique où l'école occupe un segment non rentable et délaissé par l'EDEC du secteur ; 2. des missions locales et, plus généralement, de l'ensemble des acteurs de l'insertion qui maîtrisent mal les codes de l'entreprise et ne sont pas en capacité d'opérer une médiation active et directement efficace vis-à-vis des employeurs. 	<p>Plusieurs types de menaces pèsent sur le projet.</p> <p>La première, et principale, est d'être rabattu sur des enjeux de qualification qu'il récuse. Les partenaires, porteurs de projet et financeurs tirent dans la même direction.</p> <p>La deuxième est de délaissé, pour des raisons d'accès au financement, la transmission du geste, proche du compagnonnage, pour l'élaboration de matrices de formation à distance déconnectées des besoins locaux et de l'établissement d'une relation pédagogique avec les jeunes.</p>

Outre ces éléments de diagnostic organisationnel, le rapport présente une **réflexion sur la manière dont l'expérimentation de l'école des Plombiers du numérique peut contribuer**, sous certaines conditions détaillées, **à questionner et infléchir des choix d'action publique en matière d'insertion et de formation professionnelle et continue**. Le rapport se termine en effet en cherchant à comprendre et à expliciter trois défis que l'école des Plombiers du numérique pose à l'action publique : 1/ ne pas qualifier sans déqualifier ; 2/insérer sans responsabiliser et 3/ compléter et subvertir l'offre des dispositifs d'insertion professionnelle en insufflant des questionnements sur des choix collectifs stabilisés.



Présentation

Nicolas Duvoux est professeur de sociologie à l'Université Paris 8 (CRESPPA-LabTop).
Il est directeur du *Philanthropy and Social Sciences Program*.

Nadège Vezinat est maîtresse de conférences en sociologie à l'Université Reims-Champagne Ardenne (Regards-CMH).

Le ***Philanthropy and Social Sciences Program*** est un programme de recherches du laboratoire CRESPPA-LabTop (UMR 7217, CNRS, Paris 8, Paris Nanterre) destiné à promouvoir et structurer les recherches sur la philanthropie. Il est soutenu par la Fondation de France, la Fondation Caritas France, la Fondation Daniel et Nina Carasso et le Philab à Montréal au Québec.



LES PLOMBIERS DU NUMÉRIQUE